

DISPOSITIF

Influenza aviaire H1N1 2022-2023

Indemnisation des éleveurs de volailles implantés au sein des zones réglementées mises en place à partir du 16 septembre 2022 et ayant subi un vide sanitaire prolongé pendant ou à la suite des restrictions sanitaires

Guide à destination des utilisateurs de la Plateforme d'Acquisition de Données (PAD)

PROPRIETES DU DOCUMENT

Unité Gestion de Crises et Apiculture

CLASSIFICATION DU DOCUMENT (SENSIBILITE / DIFFUSION)

Public	Interne	Restreint	Confidentiel
<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

DIFFUSION DU DOCUMENT

Destinataires	Date
USAGERS	10/07/2023

TABLE DES VERSIONS

Version	Date	Auteur	Objet de la mise à jour
V 1	10/07/2023	UGCA	Mise en place du document

Pour toutes questions, merci de lire attentivement la procédure et la foire aux questions (FAQ) en fin de document avant de contacter FranceAgriMer

I.	RAPPEL DU DISPOSITIF	3
A.	Conditions d'éligibilité.....	3
B.	Montant de l'aide (avance).....	3
II.	PROCEDURE DE DEPOT DE LA DEMANDE DE VERSEMENT DE L'AIDE	5
A.	Constitution de la demande de versement de l'aide.....	5
B.	Saisie pas à pas.....	5
a.	Page d'accueil.....	5
b.	Vérification des informations de l'entreprise	6
c.	Coordonnées du déclarant	7
d.	Initialisation de la démarche	7
e.	Formulaire de demande	8
f.	Téléchargement des pièces justificatives	16
g.	Enregistrement et / ou validation de la demande	18
h.	Accusé de dépôt	19
III.	Instruction de votre dossier	20
IV.	Questions fréquemment posées sur l'utilisation de PAD téléservice	20
V.	Contact	24

I. RAPPEL DU DISPOSITIF

Le texte réglementaire faisant foi est la Décision FranceAgriMer INTV-GECRI-2023-33.

A. Conditions d'éligibilité

Les bénéficiaires éligibles à la mesure de soutien décrite dans cette décision doivent répondre aux critères suivants :

- être un exploitant agricole, un groupement agricole d'exploitation en commun (GAEC), une exploitation agricole à responsabilité limitée (EARL), ou une autre personne morale (petites et moyennes entreprises) ayant pour objet l'exploitation agricole qui réalise une activité commerciale de production de volailles ;
- être immatriculé au répertoire SIRENE de l'INSEE par un numéro SIRET ;
- avoir une activité d'élevage (ou d'engraissement (gavage) le cas échéant) de volailles dans les conditions suivantes :
 - les volailles ont une vocation commerciale : œufs ou chair (volailles vivantes, entières, découpées ou transformées) ;
 - les exploitations qui pratiquent l'engraissement (gavage) doivent répondre aux exigences de l'arrêté du 21 avril 2015 établissant des normes minimales relatives à l'hébergement des palmipèdes destinés à la production de foie gras ;
 - les demandeurs réalisant de l'élevage en tant que prestataires sont éligibles ;
- avoir au moins un bâtiment d'élevage de volailles situé en zone réglementée définie à l'annexe 1, dès lors que l'activité de ce bâtiment répond aux critères d'éligibilité (les bâtiments hors zone n'étant pas éligibles) ;
- avoir subi un vide prolongé durant ou à la suite des interdictions de mise en place de volailles du fait de l'épisode d'influenza aviaire 2022-2023 ;
- avoir débuté une production de volaille avant la mise en œuvre des mesures d'interdiction de mise en place de volailles, pour l'épisode d'influenza aviaire 2022-2023, dans la zone réglementée dans laquelle le bâtiment d'élevage est implanté (annexe 1). Il est nécessaire de disposer de références comptables ou d'un plan d'entreprise relatif à l'unité de production indemnisée ;
- respecter les obligations prévues à l'arrêté du 29 septembre 2021 relatif aux mesures de biosécurité applicables par les opérateurs et les professionnels liés aux animaux dans les établissements détenant des volailles ou des oiseaux captifs dans le cadre de la prévention des maladies animales transmissibles aux animaux ou aux êtres humains.

B. Montant de l'aide (avance)

Dans le cas d'éleveurs de volailles ayant bénéficié du dispositif mis en œuvre par la décision amont (I1-I2) 2021-2022, le montant de l'avance correspond à **50% du plus petit montant entre** :

- le montant de l'aide individuelle attribuée au demandeur de l'avance au titre de l'indemnisation des pertes de l'épisode d'influenza aviaire 2021-2022 et ;
- le montant de l'estimation des pertes économiques réelles dues à la période de vide subi par l'éleveur sur l'activité, en raison des restrictions sanitaires et des difficultés de remise en place du fait de l'épisode d'influenza aviaire 2022-2023. Ces pertes sont estimées par rapport à la même période de l'année de référence 2019 et sont déclarées sur l'honneur par l'éleveur. (Les pertes doivent être diminuées des indemnités reçues dans le cadre des dispositifs d'activité partielle ou d'assurance.)

Dans le cas d'éleveurs de volailles n'ayant pas bénéficié du dispositif mis en œuvre par la décision amont (I1-I2) 2021-2022, le montant de l'avance correspond à **50% du plus petit montant entre :**

- le montant moyen¹ des aides attribuées pour la même activité au titre de l'indemnisation des pertes de l'épisode d'influenza aviaire 2021-2022 et ;
- le montant de l'estimation des pertes économiques réelles dues à la période de vide subi par l'éleveur sur l'activité, en raison des restrictions sanitaires et des difficultés de remise en place du fait de l'épisode d'influenza aviaire 2022-2023. Ces pertes sont estimées par rapport à la même période de l'année de référence 2019 et sont déclarées sur l'honneur par l'éleveur. (Les pertes doivent être diminuées des indemnités reçues dans le cadre des dispositifs d'activité partielle ou d'assurance.)

Seuil de l'avance attribuable : le montant minimum de l'avance attribuée dans le cadre de la présente décision est de 1 000€. Aucune avance ne sera attribuée si le montant éligible n'atteint pas ce seuil de 1 000€.

¹ Le montant moyen d'aide versé lors de la crise 2021-2022 est de 40 000 € pour les palmipèdes, 70 000 € pour les poules pondeuses, 20 000 € pour les autres gallinacés et 50 000 € pour les éleveurs ayant plusieurs activités et les éleveurs de gibiers à plumes.

II. PROCEDURE DE DEPOT DE LA DEMANDE DE VERSEMENT DE L'AIDE

A. Constitution de la demande de versement de l'aide

La demande d'avance du bénéficiaire est constituée du formulaire en ligne complété comprenant les données déclaratives et les engagements du demandeur.

Elle doit être accompagnée du relevé d'identité bancaire (RIB) au nom du demandeur (déposé sur le téléservice). (Dans le cas d'une procédure collective, à des fins de simplification, un courrier ou courriel du mandataire doit être transmis afin de confirmer le destinataire du paiement ; à défaut, une preuve de l'attribution de la gestion des comptes lors du jugement doit être fournie).

Les demandeurs devront s'engager sur l'honneur (directement sur le formulaire du téléservice) à respecter les conditions d'éligibilité décrites à l'article 1.2 de la présente décision et les engagements de l'article 2.4.

Pour effectuer une demande d'aide, vous devez être en possession :

- un relevé d'identité bancaire (RIB) au nom du demandeur. En cas de procédure collective, le dossier doit comporter une note du mandataire précisant à qui doit être fait le paiement, le cas échéant le RIB du mandataire devra être fourni.
- les engagements du demandeur.

B. Saisie pas à pas

INFORMATION : tous les champs marqués d'une étoile rouge * sont des champs obligatoires à la saisie. Vous ne pourrez pas passer aux étapes suivantes sans compléter ces champs.

a. Page d'accueil

Une fois que vous avez cliqué sur le lien ci-dessous, une page s'ouvre sur votre navigateur. Cliquez sur ACCEDER A LA DEMARCHE

CLIQUEZ ICI : https://pad.franceagrimer.fr/pad-presentation/vues/publique/retrait-dispositif.xhtml?codeDispositif=IA_AM_H5N1_23_AV

Dispositif ouvert du 20/07/2023 à 10h et jusqu'à épuisement de crédits (et au plus tard le 15/09/2023 à 14h)

Amont avance H5N1 2022-2023

Avances sur la prise en charge des pertes de non production liées à l'épisode d'influenza aviaire 2022-2023 pour les éleveurs de volailles implantés au sein des zones réglementées mises en place à partir du 16 septembre 2022 et ayant subi un vide sanitaire prolongé pendant ou à la suite des restrictions sanitaires.

Les demandes doivent être déposées et validées au plus tard le dd/mm/2022 à 12h00m00

Accéder à la démarche

Saisissez votre SIRET dans le champ « Numéro SIRET » de la zone Identification.
Le SIRET comporte 14 chiffres. Il doit être celui de l'établissement siège de votre exploitation.

Influenza aviaire 2022-2023 – amont (Éleveurs) : Avance

Les demandes doivent être déposées et validées au plus tard le 31/12/2025 12:00:00 (Heure Métropole)

Amont avance H5N1 2022-2023

Ce dispositif porte sur la mise en oeuvre d'une avance sur cette indemnisation pour les éleveurs de volailles (palmipèdes dont engraisseurs (gaveurs), gallinacées et colominés) localisés au sein des zones règlementées imposant des interdictions de mises en place, et ayant subi un vide sanitaire du fait ou à la suite des restrictions mises en place à partir du 16 septembre 2022.

Pour toute demande d'avance réalisée sur ce dispositif, une demande d'indemnisation définitive (« solde ») devra obligatoirement être déposée pour régulariser cette avance.

Avant de procéder au dépôt, veuillez consulter les informations disponibles ici : <https://www.franceagrimer.fr/Accompagner/Dispositifs-par-filiere/Aides-de-crise>.

Les demandes doivent être déposées et validées au plus tard le dd/mm/2022 à 12h00m00

Identification du demandeur

Numéro SIRET *

Continuer

Cliquez sur CONTINUER

Si vous ne voyez pas le bouton, diminuer le zoom de l'affichage ou utiliser l'ascenseur sur le côté.

b. Vérification des informations de l'entreprise

Les coordonnées associées à ce SIRET apparaissent alors à l'écran. Elles sont issues du fichier INSEE

Identification du demandeur Modifier

Numéro SIRET *

Raison sociale ETABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L AGRICULTURE ET DE LA MER FRANCEAGRIMER

Adresse 12 RUE HENRI ROL TANGUY
TSA20002
93100 MONTREUIL

Ces informations sont-elles correctes ? Si non, veuillez vérifier les informations concernant votre établissement auprès de l'INSEE. Veuillez également vérifier que vous autorisez la diffusion de ces informations.

 Dans le cadre du programme "Dites-le nous une fois", FranceAgriMer utilise le dispositif Aide Publique Simplifiée pour récupérer les informations d'identité de votre entreprise (Pour les identités par SIRET). En cas de désaccord sur ces informations, suivez le lien ci-dessous pour modifier votre situation. Ces données permettent de pré-remplir les formulaires et téléprocédures.

<http://www.insee.fr/fr/service/default.asp?page=entreprises/sirene/modification.htm>

Vérifiez votre raison sociale et votre adresse.

- Si les informations ne sont pas correctes cliquez sur NON et corrigez éventuellement la saisie du SIRET.

- Si les informations sont correctes cliquez sur OUI

c. Coordonnées du déclarant

Dans la zone « Coordonnées du déclarant », renseignez :

- Le nom du DECLARANT (qui n'est pas nécessairement celui du demandeur)
- Le prénom du DECLARANT (qui n'est pas nécessairement celui du demandeur)
- Une adresse électronique valide, deux fois (celle du déclarant pour qu'il puisse avoir accès à la demande)
- éventuellement les coordonnées téléphoniques
- saisissez le *Captcha*, c'est-à-dire les lettres et chiffres qui apparaissent dans la case grise (cliquez sur changer l'image si vous n'arrivez pas à déchiffrer les caractères)

Coordonnées du déclarant

Nom *


Prénom *

Adresse électronique *

Saisir à nouveau votre adresse électronique *

Téléphone fixe

Téléphone portable

 [Changer l'image](#)

Recopier les caractères de l'image *

Cliquez sur CONTINUER



L'adresse électronique est celle sur laquelle les différentes notifications seront envoyées (notification de dépôt par exemple). Il est important qu'elle soit accessible par la personne qui gère le dossier.

d. Initialisation de la démarche

L'écran suivant apparaît :

Amont avance H5N1 2022-2023

Identification du demandeur [Modifier](#)

Initier la démarche

Si vous avez déjà initié un dossier pour cette démarche et que vous souhaitez le compléter et/ou le finaliser merci de vous référer au courriel qui vous a été précédemment envoyé par FranceAgriMer. En cliquant sur le lien qui figure dans ce courriel vous serez automatiquement redirigé vers votre précédent dossier.

En revanche, si vous accédez pour la première fois à cette démarche ou si vous souhaitez déposer un nouveau dossier, cliquez sur le bouton "Continuer" ci-dessous. Un courriel vous sera adressé à l'adresse électronique influenza@franceagrimer.fr et vous permettra de revenir ultérieurement sur votre dossier. Conservez-le précieusement. Si vous ne le recevez pas, pensez à consulter vos courriers indésirables.

ATTENTION : Les demandes en cours, initiées mais non validées ne seront pas prises en compte par FranceAgriMer.

Lisez attentivement le texte de l'encart « initier la démarche » et cliquez sur CONTINUER si vous souhaitez poursuivre la démarche.



Un courriel vous sera transmis avec votre numéro de dossier et le lien permettant de revenir à tout moment consulter votre dossier.

Ce courriel doit impérativement être conservé. Il ne constitue pas une preuve de dépôt, la démarche doit impérativement aller jusqu'à la **validation** (après complétude de votre demande) pour être prise en compte par FranceAgriMer.

Voici le modèle de courriel reçu :

FranceAgriMer <no-spam@franceagrimer.fr>

Demande d'aide Amont avance H5N1 2022-2023 - Initialisation Dossier 43388 - NON VALIDÉ

À influenza

CECI N'EST PAS UNE PREUVE DE DEPOT – VOTRE DOSSIER DOIT ENCORE ETRE VALIDE

Conservez ce courriel qui comporte le lien d'accès unique vers votre dossier.

Bonjour FranceAgriMer Gecri,

Vous avez initié une demande d'aide dans le cadre du dispositif Amont avance H5N1 2022-2023 pour le compte de l'entreprise « ETABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L AGRICULTURE ET DE LA MER FRANCEAGRIMER» Siret n° « 13000636400017 ».

Votre dossier porte le numéro n° 43388.

ATTENTION, ce courriel ne constitue pas une preuve dépôt.

Pour être recevables et instruites par FranceAgriMer, les demandes doivent être validées après avoir complété tous les champs du formulaire requis et téléversé toutes les pièces requises.

Vous devez valider votre dossier avant la date limite de dépôt :

Les demandes doivent être déposées et validées au plus tard le dd/mm/2022 à 12h00m00

Après validation votre demande sera au statut "déposé" et ne pourra plus être modifiée et vous recevrez un **accusé de réception**.

Lien d'accès personnel vers votre dossier (A conserver) : <http://pad-rec.franceagrimer.fr/pad-presentation/vues/publicue/dossier.xhtml?codeIdentification=2f8172af5bf6cf4dd23c6574cecd45eed>

L'équipe gestion de crise de FranceAgriMer

Si vous ne voulez pas poursuivre la démarche vous pouvez fermer l'onglet de votre navigateur.

e. Formulaire de demande

Après avoir cliqué :

- sur CONTINUER sur l'écran précédent,

Ou

- sur le lien présent dans le mail et sur « accéder au formulaire », le formulaire apparaît :

Influenza aviaire 2022-2023 – amont (Eleveurs) : Avance
Les demandes doivent être déposées et validées au plus tard le 31/12/2025 12:00:00 (Heure Métropole)
▲ Amont avance H5N1 2022-2023
▲ Identification du demandeur
▼ Dossier n° 43388 - Formulaire
<i>Cliquez sur le bouton ci-dessous pour compléter ou modifier votre formulaire</i>
Vous n'avez pas renseigné votre formulaire.
<input type="button" value="Accéder au formulaire"/>

➤ **Identification du demandeur**

Les données sont déjà renseignées vous ne pouvez pas les modifier.



DEMANDE D'AIDE

Avance amont élevage - épisode H5N1 2022-2023

Les champs marqués d'une étoile rouge * sont obligatoires.

IDENTIFICATION DU DEMANDEUR

N° SIRET : 13000636400017 Code APE : 84.13Z - Administration publique (tutelle) des activités écc

Raison sociale : ETABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L AGRICULTURE ET DE LA MER FRANCEAG

Forme Juridique : 7389 - Etablissement public national à caractère administratif

Adresse : FRANCEAGRIMER
12 RUE HENRI ROL TANGUY

Code postal : 93100 Commune : MONTREUIL

Procédure collective : * liquidation judiciaire
Indiquez si une procédure est en cours, sinon sélectionnez «aucune »

❖ Il convient d'indiquer en bas du cadre :

- si une procédure est en cours : redressement/sauvegarde/liquidation amiable/liquidation judiciaire. Le cas échéant, sélectionnez « aucune ».
- En cas de liquidation judiciaire ou amiable, vous n'êtes pas éligible au présent dispositif

Procédure collective : *

liquidation judiciaire

Indiquez si une procédure est en cours, sinon sélectionnez «aucune »

Vous n'êtes pas éligible au présent dispositif



Tous les champs avec une étoile rouge sont obligatoires. Les autres champs doivent être remplis en fonction de votre profil.

➤ **Personne à contacter si différente du déclarant :**

Si vous cochez la case, vous pouvez saisir les coordonnées d'une personne différente du déposant.

PERSONNE À CONTACTER si différente du déposant

Nom : *	<input type="text"/>	Prénom : *	<input type="text"/>
Téléphone :	<input type="text" value="01 23 45 67 89"/> Fixe	<input type="text" value="01 23 45 67 89"/> Mobile	
Courriel : *	<input type="text" value="exemple@mail.com"/>		

➤ **Éligibilité du demandeur**

ELIGIBILITÉ du demandeur

1-A : Le siège de l'exploitation du demandeur est en zone réglementée avec des mesures de restrictions de mouvements et interdictions de mise en place par arrêté préfectoral sur la commune à partir du 16/09/2022 (voir décision INTV GECRI 2023-33) : * Oui Non

1-B : Le demandeur a subi un vide prolongé sur son exploitation pendant la période de restriction réglementaire ou après cette période : * Oui Non

En cas de déclaration erronée, le remboursement de l'avance pourra vous être demandé s'il s'avère que vous n'êtes pas éligible au dispositif d'indemnisation.

❖ A la question 1-A, il convient de cocher « oui » ou « non » selon le cas. Si vous cochez « non », vous devez répondre à la question :

1-A : Le siège de l'exploitation du demandeur est en zone réglementée avec des mesures de restrictions de mouvements et interdictions de mise en place par arrêté préfectoral sur la commune à partir du 16/09/2022 (voir décision INTV GECRI 2023-33) : * Oui Non

Au moins un des bâtiments d'élevage du demandeur est en zone réglementée : * Oui Non

Si aucun des bâtiments d'élevage ne se trouve en zone réglementée, vous n'êtes pas éligible au dispositif.

Vous n'êtes pas éligible à l'avance car l'exploitation n'est pas en zone réglementée.

❖ A la question 1-B, si vous cochez « non », vous n'êtes pas éligible.

1-B : Le demandeur a subi un vide prolongé sur son exploitation pendant la période de restriction réglementaire ou après cette période : * Oui Non

Vous n'êtes pas éligible car vous n'avez pas subi de vide sur votre exploitation.

➤ **Déclaration des indemnisations et des pertes**

DECLARATION DES INDEMNISATIONS ET DES PERTES

2- Une indemnisation a été attribuée au demandeur au titre de la crise Influenza Aviaire 2021/2022 (périodes I1 et I2) (y compris si le montant de l'avance est supérieur au montant final et qu'aucun complément n'a été versé) : *

Oui Non

3- ACTIVITES (filiales d'élevage) de l'exploitation :
Veuillez cocher la case ou les cases correspondant à l'activité de votre exploitation : *

Palmipèdes Gallinacés hors poules pondeuses Poules pondeuses Gibier

❖ A la question 2 : si vous avez bénéficié d'une indemnisation dans le cadre de la crise Influenza Aviaire (I1I2) :

- vous devez indiquer le montant :

2- Une indemnisation a été attribuée au demandeur au titre de la crise Influenza Aviaire 2021/2022 (périodes I1 et I2) (y compris si le montant de l'avance est supérieur au montant final et qu'aucun complément n'a été versé) : *

Oui Non

2.1 : MONTANT DE L'INDEMNISATION I1 I2 2021/2022 : * €

- si l'entreprise a fait l'objet d'une modification structurelle avec modification de SIRET, vous devez cocher « oui » et les indiquer :

2.2 : Mon entreprise a depuis fait l'objet d'une modification structurelle avec modification du SIRET : * Oui Non

Saisissez le(s) SIRET des entreprises existant avant modification et bénéficiaire d'une indemnisation Influenza Aviaire 2021/2022 (hormis le SIRET associé à la présente démarche)

N° SIRET : *



Ajouter

❖ A la question 3 : vous devez cocher la/les cases correspondant à votre activité et selon le cas, indiquer les pertes 2022/2023 de l'activité/des activités concernée/s :

3- ACTIVITES (filiales d'élevage) de l'exploitation :

Veillez cocher la case ou les cases correspondant à l'activité de votre exploitation : *

Palmipèdes Gallinacés hors poules pondeuses Poules pondeuses Gibier

Le champ est obligatoire !

ESTIMATION DES PERTES 2022/2023 DE L'ACTIVITE PALMIPEDES : * €

(Cela ne préjuge pas du montant qui sera retenu lors du calcul de l'indemnisation finale (dispositif « solde ») ; les cas d'agrandissement ou de changement dans l'exploitation, seront pris en compte à ce moment-là)

ESTIMATION DES PERTES 2022/2023 DE L'ACTIVITE GALLINACES : * €

(Cela ne préjuge pas du montant qui sera retenu lors du calcul de l'indemnisation finale (dispositif « solde ») ; les cas d'agrandissement ou de changement dans l'exploitation, seront pris en compte à ce moment-là)

ESTIMATION DES PERTES 2022/2023 DE L'ACTIVITE POULES PONDEUSES : * €

(Cela ne préjuge pas du montant qui sera retenu lors du calcul de l'indemnisation finale (dispositif « solde ») ; les cas d'agrandissement ou de changement dans l'exploitation, seront pris en compte à ce moment-là)

ESTIMATION DES PERTES 2022/2023 DE L'ACTIVITE GIBIER : * €

(Cela ne préjuge pas du montant qui sera retenu lors du calcul de l'indemnisation finale (dispositif « solde ») ; les cas d'agrandissement ou de changement dans l'exploitation, seront pris en compte à ce moment-là)

❖ Le siège de votre exploitation en en ZR :

- Si « non »

Au moins un de vos bâtiments d'élevage est en zone réglementée « OUI »

Le siège de votre exploitation est en zone réglementée (voir annexe de la décision INTV GECRI 2022-08 : Oui Non

Au moins un de vos bâtiments d'élevage est en zone réglementée : * Oui Non

Saisissez le nom de la commune en zone réglementée dans laquelle vous avez au moins un bâtiment d'élevage : *

cc

Saisir le nom de la commune

Au moins un de vos bâtiments d'élevage est en zone réglementée « NON »

Le siège de votre exploitation est en zone réglementée (voir annexe de la décision INTV GECRI 2022-08 : Oui Non

Au moins un de vos bâtiments d'élevage est en zone réglementée : * Oui Non

Vous n'êtes pas éligible à l'avance car vous n'êtes pas en zone réglementée.

Le montant moyen d'aide versé lors de la crise 2021-2022 est de 40 000 € pour les palmipèdes, 70 000 € pour les poules pondeuses, 20 000 € pour les autres gallinacés et 50 000 € pour les éleveurs ayant plusieurs activités et les éleveurs de gibiers à plumes.

Si vous n'êtes pas éligible, le message suivant s'affiche.

Vous n'êtes pas éligibles à l'avance gallinacés car le montant est inférieur au seuil d'aide.

Si les montants de l'avance palmipèdes et gallinacés sont inférieurs au seuil d'aide de 1 000€, le message suivant s'affiche et vous ne pouvez poursuivre la demande.

NB: Si vous n'arrivez pas à enregistrer, veuillez vérifier que tous les champs marqués d'une étoile rouge * ont été renseignés et que toutes les conditions d'éligibilité au dispositif sont respectées.

Annuler

Enregistrer

➤ **Calcul de l'aide (avance)**

Le montant de l'avance maximum auquel vous avez droit, sur la base des données déclarées et des pièces justificatives apportées, s'affiche.

CALCUL DE L'AVANCE

Le seuil de l'avance éligible est de 1000 €.

Le montant maximum de l'avance correspond à 50% du plus petit montant entre le montant de l'aide individuelle perçue au titre de l'indemnisation I1 I2 de l'épisode de 2021/2022 (ou le montant moyen d'aide attribué), et le montant cumulé des pertes estimées par filière suite à la crise d'influenza aviaire 2022/2023 par rapport à la même période 2019, sur la base d'un engagement sur l'honneur.

MONTANT TOTAL MAXIMUM DE L'AVANCE : €

Attention, le montant d'avance maximum calculé tient compte des informations saisies dans votre demande mais ne présage pas du montant qui sera octroyé par FranceAgriMer suite à l'instruction de votre demande.

➤ Coordonnées bancaires

Vous devez renseigner vos coordonnées bancaires :

- IBAN

- BIC

- nom du titulaire du RIB (celui-ci doit **correspondre** au RIB papier et à la raison sociale de l'entreprise pour laquelle une aide est demandée). Attention, la version papier scannée du RIB sera demandée lors du dépôt du dossier.

En cas de procédure collective (hors liquidation), le dossier doit comporter une note du mandataire précisant à qui doit être fait le paiement, le cas échéant le RIB du mandataire devra être fourni et saisi.

COORDONNÉES BANCAIRES

Le RIB doit être identique au document téléchargé.

IBAN *

EX. : FR333000200550000157841Z25

Indiquez l'IBAN figurant sur le RIB

BIC *

Indiquez le BIC figurant sur le RIB

Titulaire du compte figurant sur le RIB *

Indiquez le nom du titulaire du compte figurant sur le RIB

➤ Engagement du demandeur

Vous devez ensuite lire et accepter les engagements du demandeur

Il convient de cocher les cinq cases pour confirmer vos engagements.

Le déclarant

- Demande le bénéfice de l'aide Avance amont élevage - épisode H5N1 2022-2023 (pour le compte du demandeur le cas échéant)***

- Atteste sur l'honneur (pour le compte du demandeur le cas échéant) :***
 - avoir pouvoir pour représenter le demandeur dans la présente formalité,
 - avoir pris connaissance de la Décision du directeur général de FranceAgriMer INTV GECRI 2023-33, et notamment des sanctions encourues en cas de non-respect des dispositions,
 - l'exactitude des informations fournies dans le présent formulaire et les pièces jointes,
 - que le demandeur respecte les conditions d'éligibilité décrites dans la Décision INTV GECRI 2023-33, à savoir :
 - avoir au moins un bâtiment d'élevage en zone réglementée ayant des restrictions de mouvement et mise en place,
 - avoir respecté les mesures d'interdiction de mise en place de volailles dans les zones réglementées,
 - respecter les obligations relatives à l'arrêté du 29 septembre 2021 relatif aux mesures de biosécurité applicables par les opérateurs et les professionnels liés aux animaux dans les établissements détenant des volailles ou des oiseaux captifs dans le cadre de la prévention des maladies animales transmissibles aux animaux ou aux êtres humains.
 - avoir subi une perte réelle due à un vide sanitaire sur l'exploitation causé par les interdictions de remises en place,
 - que l'entreprise n'est pas en difficulté au regard des conditions décrites dans la Décision INTV GECRI 2023-33.

- S'engage (pour le compte du demandeur le cas échéant) à :***
 - fournir à FranceAgriMer les documents nécessaires à l'instruction de mon dossier,
 - ne pas avoir bénéficié ou demandé une indemnisation dans le cadre d'une assurance privée,
 - accepter de FranceAgriMer ou de tout autre contrôleur compétent, tout contrôle d'ordre technique, comptable ou financier, sur pièces ou sur place, portant sur le respect des conditions d'octroi de l'aide,
 - déposer une demande d'aide («solde») dans le cadre du dispositif d'indemnisation finale qui sera ouvert ultérieurement permettant la régularisation de cette avance,
 - rembourser le montant d'avance perçu en cas de non dépôt d'un dossier de demande d'aide permettant la régularisation du solde, ou en cas de non éligibilité à ce dispositif,
 - rembourser le trop-perçu en cas de perception d'un montant d'avance supérieur au montant d'indemnisation de solde,
 - rembourser tout montant qui serait déclaré indu suite à contrôle administratif a posteriori ou contrôle sur place ;
 - conserver ou fournir tout document permettant de vérifier l'exactitude de la déclaration qui sera faite, demandé par l'autorité compétente, pendant 10 exercices fiscaux à compter du versement de l'aide demandée dans la présente démarche,
 - soumettre à l'ensemble des contrôles administratifs et sur place qui pourraient résulter de l'octroi d'aide, et en particulier permettre / faciliter l'accès à sa structure aux autorités compétentes chargées de ces contrôles, pendant 10 ans à compter de la décision d'octroi.

- Autorise (pour le compte du demandeur le cas échéant)***
 - FranceAgriMer à recueillir ou transmettre les informations relatives à ce dossier auprès d'autres administrations ou acteurs privés, notamment, les données INSEE, RCS, Infogreffe, MSA, DDETPP, DDTM, ainsi que celles relatives aux dispositifs d'aide similaires mis en place par d'autres administrations,
 - FranceAgriMer à transmettre par courrier électronique toute information relative au dossier de demande d'aide.

- Est informé et informera le demandeur le cas échéant***
 - que l'article 441-6 du code pénal puni de deux ans d'emprisonnement et de 30 000 euros d'amende, le fait de fournir sciemment une fausse déclaration ou une déclaration incomplète en vue d'obtenir ou de tenter d'obtenir, de faire obtenir ou de tenter de faire obtenir d'une personne publique, d'un organisme de protection sociale ou d'un organisme chargé d'une mission de service public une allocation, une prestation, un paiement ou un avantage indu.
 - que la demande d'aide pourra être rejetée au motif qu'elle ne répond pas aux critères d'éligibilité définis dans la présente décision ;
 - que l'administration pourra transmettre le courrier de notification de paiement ou, le cas échéant, le courrier de rejet du dossier par voie électronique à l'adresse saisie lors de la création de la demande d'aide.

MENTIONS LÉGALES

L'Établissement national des produits de l'agriculture et de la mer (FranceAgriMer), situé 12 rue Henri Rol-Tanguy à Montreuil (93100), traite des données personnelles, afin d'exécuter ses missions d'intérêt public relatives.

En l'absence de fourniture des données personnelles nécessaires, FranceAgriMer ne pourra pas verser l'aide correspondante, compte tenu des obligations légales et réglementaires auxquelles il est soumis.

Afin de vérifier l'absence de double financement, FranceAgriMer et les autres organismes payeurs d'aides sont susceptibles d'échanger toutes les données dont ils disposent relatives aux demandes d'aides qui leur sont adressées.

FranceAgriMer est susceptible de vérifier toutes les données, qui lui sont transmises lors du dépôt d'une demande d'aide, auprès de sources accessibles au public (base INSEE) et auprès de sources qui ne sont pas accessibles au public (le ministère chargé de l'agriculture, douanes, MSA etc). FranceAgriMer est susceptible de corriger les données erronées et de les utiliser dans le cadre de la gestion des aides.

Les données personnelles traitées par FranceAgriMer sont également susceptibles d'être traitées par les autorités françaises et de l'Union européenne, dans le cadre de leurs obligations en matière de gestion, de contrôle, d'audit, de suivi et d'évaluation, prévues par le droit de l'Union européenne.

Par ailleurs, les données relatives aux bénéficiaires d'une aide d'État ou de l'Union européenne peuvent faire l'objet d'une publication, en application de dispositions particulières du droit de l'Union européenne. Les données personnelles sont conservées aussi longtemps qu'elles sont nécessaires à la réalisation des finalités pour lesquelles elles ont été collectées, compte tenu des durées minimales de conservation fixées par le droit français et le droit de l'Union européenne.

La personne concernée peut accéder aux données la concernant et demander leur rectification. Elle dispose également d'un droit d'opposition (pour des raisons tenant à sa situation particulière) et d'un droit à la limitation du traitement de ses données (cf. www.cnil.fr pour plus d'informations sur ces droits). Pour exercer ces droits ou pour toute question sur le traitement des données la concernant, la personne concernée peut contacter le délégué à la protection des données (DPO) de FranceAgriMer :

- par courriel, accompagné de la copie d'une pièce d'identité en cours de validité et envoyé à l'adresse suivante : dpo@franceagrimer.fr
- ou par courrier postal, signé, accompagné de la copie d'une pièce d'identité en cours de validité et envoyé à l'adresse suivante :
FranceAgriMer
À l'attention du délégué à la protection des données
12 rue Henri Rol-Tanguy
93100 MONTREUIL

Si la personne concernée estime, après avoir contacté le délégué à la protection des données, que ses droits Informatique et Libertés ne sont pas respectés ou que le traitement n'est pas conforme aux règles de protection des données personnelles, elle peut adresser une réclamation à la CNIL.

Les autres demandes d'information ou réclamations sur ce dispositif doivent être adressées à FranceAgriMer par voie électronique : influenza@franceagrimer.fr.

L'article 441-6 du code pénal puni de deux ans d'emprisonnement et de 30 000 euros d'amende, le fait de fournir sciemment une fausse déclaration ou une déclaration incomplète.

ENREGISTREMENT de la saisie

Une fois que la saisie des éléments obligatoires est terminée, c'est à dire que tous les champs avec une étoile rouge sont complétés, le bouton ENREGISTRER est actif.

Avant d'enregistrer, veuillez prendre connaissance des mentions légales inscrites en bas du formulaire.

NB: Si vous n'arrivez pas à enregistrer, veuillez vérifier que tous les champs marqués d'une étoile rouge * ont été renseignés et que toutes les conditions d'éligibilité au dispositif sont respectées.



Si vous cliquez sur ANNULER vous sortez du formulaire et accédez à l'écran principal. Pour retourner au formulaire cliquez sur ACCEDER AU FORMULAIRE.

Si vous cliquez sur Enregistrer, l'écran suivant apparaît :

 Le formulaire a bien été enregistré 

Vous pouvez compléter la saisie en cliquant sur accéder au formulaire ou sur le lien reçu par mail lors de l'initialisation de votre dossier.

[Accéder au formulaire](#)

Documents annexes disponibles

f. Téléchargement des pièces justificatives.

A ce stade vous pouvez (*en bas de page*) :

- enregistrer votre demande incomplète (sans les pièces à joindre ci-dessous) = [option 1]
- télécharger les pièces et poursuivre = [option 2]

Enregistrement et dépôt de mon dossier

Option 1 – DOSSIER non déposé : Si vous souhaitez enregistrer SANS valider afin de compléter et valider votre dossier ultérieurement, cliquez sur le bouton ci-dessous. (votre dossier ne sera pas pris en compte tant que vous ne validerez pas)

[Enregistrer sans valider](#)

Option 2 - Si vous souhaitez valider votre dossier définitivement pour qu'il soit pris en compte, vous devez accepter les conditions générales d'utilisation (CGU) et cliquez sur le bouton ci-dessous. Le dossier ne sera alors plus modifiable.

J'ai bien pris connaissance des conditions générales d'utilisation (CGU) et je confirme le dépôt de ma demande. *

[Valider le dépôt du dossier](#)

[Annuler mon dossier](#)


La 2^{ème} partie permet le dépôt des pièces demandées.



L'ensemble des pièces peut ou doit être joint. Le dossier ne pourra être validé électroniquement tant que l'ensemble des pièces obligatoires n'a pas été déposé.

Lorsque l'on ne souhaite pas déposer une pièce facultative, il faut cocher la case « déclarer sans objet ».

- Pour déposer une pièce obligatoire, cliquez sur ajouter une pièce (exemple avec la section « RIB »)

Relevé d'Identité Bancaire (RIB) * 0 pièce(s) jointe(s) 

Relevé d'identité bancaire au nom du demandeur de l'aide ou du mandataire le cas échéant.


Vous ne pouvez joindre qu'un seul fichier dans cette section.

Nom de la pièce jointe	Télécharger	Supprimer
Aucune pièce jointe n'a été renseignée dans cette section		

[+ Ajouter une pièce jointe](#)

Format(s) accepté(s) : pdf, jpg, jpeg, png, bmp

- ❖ En cas de procédure collective : redressement / sauvegarde, vous devez joindre les arrêts ou PV faisant situation de l'entreprise ou du nom du mandataire nommé.

Procédure collective * 0 pièce(s) jointe(s) 

Téléchargez les arrêts ou PV faisant état de la situation de l'entreprise et du nom du mandataire nommé

Vous pouvez joindre plusieurs fichiers dans cette section.

Nom de la pièce jointe	Télécharger	Supprimer
Aucune pièce jointe n'a été renseignée dans cette section		

[+ Ajouter une pièce jointe](#)

Format(s) accepté(s) : pdf, jpg, jpeg, png, bmp

- ❖ Si vous entretenez des liens capitalistiques, vous devez joindre un diagramme capitalistiques reprenant les pourcentages de détention des parts de sociétés liées et ou partenaires du demandeur.


Diagramme capitalistique * 0 pièce(s) jointe(s) 

Diagramme capitalistique reprenant les pourcentages de détention des parts de sociétés liées et/ou partenaires du demandeur (y compris par l'intermédiaire de personnes physiques) et comprenant le numéro SIRET et la raison sociale de chaque société

Vous pouvez joindre plusieurs fichiers dans cette section.

Nom de la pièce jointe	Télécharger	Supprimer
Aucune pièce jointe n'a été renseignée dans cette section		

[+ Ajouter une pièce jointe](#)

Format(s) accepté(s) : pdf, jpg, jpeg, png, bmp

- Pour les pièces facultative (exemple avec la section « Autres documents »):
 - o cliquez sur ajouter une pièce si vous voulez mettre une pièce
 - o **cochez « déclarer sans objet » dans le cas contraire**

Autres documents 0 pièce(s) jointe(s)

Déclarer sans objet

Tout autre document jugés utiles de porter à la connaissance de l'administration pour la compréhension du dossier

Vous pouvez joindre plusieurs fichiers dans cette section.

Nom de la pièce jointe	Télécharger	Supprimer
Aucune pièce jointe n'a été renseignée dans cette section		

[+ Ajouter une pièce jointe](#)

Format(s) accepté(s) : pdf, jpg, jpeg, png, bmp, doc, docx, xls, xlsx

g. Enregistrement et / ou validation de la demande

Une fois l'ensemble des pièces déposées, 2 options sont proposées :

OPTION 1 : enregistrer sans valider.

Vous pouvez suspendre votre démarche en sauvegardant votre saisie, vous pourrez revenir sur votre dossier à partir du lien qui se trouve dans le courriel qui vous a été envoyé (cf point d.)

Cliquez sur ENREGISTRER SANS VALIDER

L'écran suivant apparaît :

Influenza aviaire 2022-2023 – amont (Eleveurs) : Avance

Les demandes doivent être déposées et validées au plus tard le 31/12/2025 12:00:00 (Heure Métropole)

▲ Amont avance H5N1 2022-2023

▼ Dossier n°43388

Votre dossier n° 43388 a bien été enregistré. Attention, vous ne l'avez pas validé, la procédure n'est donc pas finalisée.

Les demandes doivent être déposées et validées au plus tard le dd/mm/2022 à 12h00m00

Votre dossier a bien été enregistré.

Retourner à la page de dépôt

Si vous souhaitez poursuivre ultérieurement vous pouvez fermer l'onglet de votre navigateur.

- SI vous souhaitez poursuivre immédiatement et valider, cliquez sur le bouton RETOURNER A LA PAGE DE DEPOT.

Attention, en l'état votre demande n'est pas recevable, il faudra la valider avant épuisement des crédits ou au plus tard le 15/09/2023 à 14h.

OPTION 2 : annuler ou valider définitivement le dépôt de la demande

- Vous pouvez annuler votre dossier: celui sera définitivement clôturé, aucun retour ne sera possible.

Cocher la case et cliquer sur annuler mon dossier

Option 2 - Si vous souhaitez valider votre dossier définitivement pour qu'il soit pris en compte, vous devez accepter les conditions générales d'utilisation (CGU) et cliquez sur le bouton ci-dessous. Le dossier ne sera alors plus modifiable.

J'ai bien pris connaissance des conditions générales d'utilisation (CGU) et je confirme le dépôt de ma demande. *

Valider le dépôt du dossier

Annuler mon dossier

Sélectionner un motif

Annuler mon dossier

Vous vous apprêtez à annuler votre dossier !

Attention: Si vous annulez votre dossier celui-ci sera clôturé définitivement et ne pourra plus être traité. Aucun retour en arrière ne sera possible.

Etes-vous sûr de vouloir annuler votre dossier ?

Motif absence de document justificatif

Non

Oui

Une attestation d'annulation vous est adressée par courriel.

- **Vous pouvez valider définitivement votre demande.**

Celle-ci ne sera alors plus modifiable et sera transmise en l'état à FranceAgriMer. Vous pourrez la consulter à partir du lien qui se trouve dans le courriel d'accusé de dépôt qui vous a été envoyé. Pour pouvoir valider (bouton VALIDER LE DEPOT DU DOSSIER actif), il est impératif d'avoir téléchargé les pièces demandées et valider les Conditions Générales d'Utilisation (CGU) en **cochant la case** « J'ai bien pris connaissance des conditions générales d'utilisation (CGU) et je confirme le dépôt de ma demande. »

Option 2 - Si vous souhaitez valider votre dossier définitivement pour qu'il soit pris en compte, vous devez accepter les conditions générales d'utilisation (CGU) et cliquez sur le bouton ci-dessous. Le dossier ne sera alors plus modifiable.

J'ai bien pris connaissance des conditions générales d'utilisation (CGU) et je confirme le dépôt de ma demande. *

Valider le dépôt du dossier

Annuler mon dossier

Cliquez sur **VALIDER LE DEPOT DU DOSSIER**

h. Accusé de dépôt

Il s'agit du récapitulatif de votre demande de versement de l'aide.

Accusé de dépôt

Vous avez validé votre demande enregistrée sous le n° de dossier 43388 dans le cadre du dispositif Amont avance H5N1 2022-2023 le 10/07/2023 18:06:47 heure locale (Métropole). Celle-ci a été réceptionnée par FranceAgriMer. Veuillez noter qu'un courriel vous a été adressé.

Un courriel vous a été transmis avec l'accusé de dépôt.
Vous pouvez consulter votre demande à tout moment à partir du lien qui se trouve dans le courriel.




Ce courriel doit impérativement être conservé. Il constitue la preuve de dépôt justifiant que votre demande a été réceptionnée par FranceAgriMer.

Votre demande est terminée, vous pouvez fermer l'onglet de votre navigateur.

FranceAgriMer <no-spam@franceagrimer.fr>

Demande d'aide Amont avance H5N1 2022-2023 – Dépôt Dossier 43388

À influenza

Message  AccuseDepot_43388.pdf (108 Ko)

Madame, Monsieur,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre demande d'aide déposée le 10/07/2023 à 18:06:47 concernant l'aide Amont avance H5N1 2022-2023.

Veillez noter que vous pourrez consulter votre dossier à tout moment en cliquant <http://pad-rec.franceagrimer.fr/pad-presentation/vues/publique/dossier.xhtml?codeIdentification=2fd72af5bf6cf4dd23c6574cecd45eed>.

L'équipe gestion de crise de FranceAgriMer

III. Instruction de votre dossier

FranceAgriMer réalise un contrôle administratif des demandes déposées. FranceAgriMer se réserve le droit de demander toutes les pièces complémentaires qu'il juge utiles au contrôle.

FranceAgriMer est susceptible d'effectuer le contrôle de certains critères directement auprès d'autres administrations ou organismes privés.

En cas de non-respect des critères prévus par la présente décision, la demande est rejetée par une décision de rejet motivée.

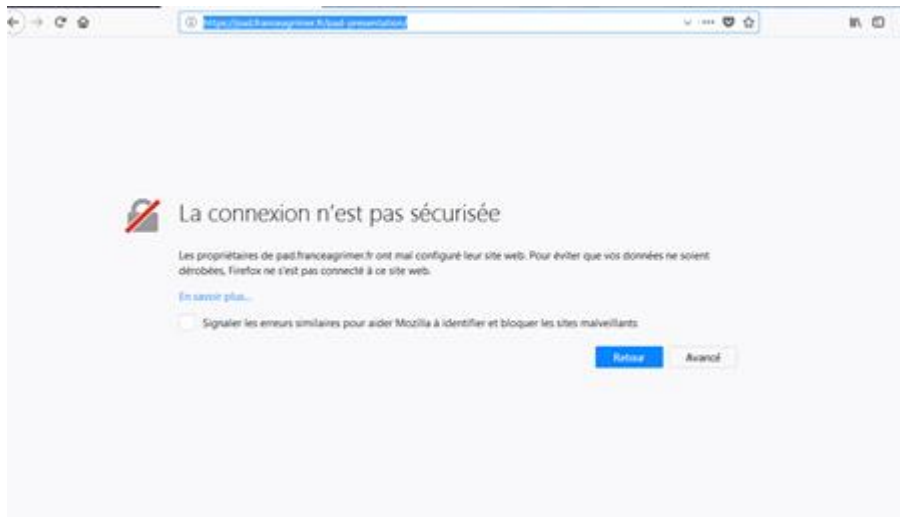
Tout producteur bénéficiant d'une avance s'engage à déposer un dossier permettant la régularisation de cette avance dans les conditions qui seront fixées dans une décision ad hoc afin de solder cette avance auprès des services de l'État, y compris s'il n'attend aucun paiement complémentaire. En l'absence de dépôt de dossier, ou lorsque le montant à percevoir au titre du solde est inférieur à l'avance reçue, ou encore lorsque les conditions d'éligibilité au solde ne sont pas remplies, un titre de recette sera émis.

IV. Questions fréquemment posées sur l'utilisation de PAD téléservice

Une FAQ est également disponible sur le site de FranceAgriMer.

1- J'ai un message d'erreur quand je me connecte au site/je n'arrive pas à y accéder.

- Vérifiez l'adresse utilisée
- Mettez à jour votre navigateur internet (Internet Explorer, Firefox/Mozilla, Chrome, etc.)
- Si vous avez une alerte de sécurité de ce type :



- Vous pouvez poursuivre sur les sites de FranceAgriMer sans crainte: notre certificat a bien été délivré par une autorité de certification officielle et n'a toujours pas officiellement expiré. Cependant, Google et Mozilla ont préféré agréer une nouvelle autorité. Aussi, FranceAgriMer est actuellement en train de déployer son nouveau certificat sur ses sites.
- Dans cette attente, cliquez sur « avancé » et acceptez FranceAgriMer comme site de confiance.

2- Mon numéro SIRET n'est pas reconnu

Le message « Le numéro SIRET renseigné est invalide » apparaît à la saisie

Vérifier la saisie des numéros, notamment le nombre de zéro et les deux derniers chiffres.
Votre SIRET doit impérativement être enregistré et actif dans le répertoire SIRENE.

Si votre SIRET est fermé ou si vous n'avez pas de SIRET vous ne pouvez pas déposer une demande d'aide.

Si vous avez demandé l'exclusion de la liste de diffusion commerciale, voici la procédure à suivre pour accéder à l'aide :

La demande doit être effectuée via le formulaire électronique accessible sur le site insee.fr à l'adresse suivante : <https://statut-diffusion-sirene.insee.fr/>

Pour utiliser le formulaire électronique, vous devez vous authentifier via France Connect, à partir d'un de vos comptes existants parmi les suivants : « Impots.gouv.fr », « Ameli.fr », « IDN La Poste », « Mobile Connect et Moi » ou « MSA ». Puis vous accédez à la page de changement de votre statut de diffusion publique, vous devez indiquer votre numéro siren (9 chiffres) et votre date de naissance.

Cette procédure électronique permet une mise à jour effective du répertoire Sirene sous 2 jours ouvrés.

Vous pourrez le constater en consultant le répertoire Sirene, via le service proposé par l'Insee sur le site internet www.insee.fr, dans la rubrique "Obtenir un avis de situation au répertoire SIRENE.

3- La raison sociale et/ou l'adresse qui s'affichent ne sont pas bonne.

-Vérifiez que le SIRET saisi est bien le vôtre que le code NIC (les 2 derniers chiffres) est bien le bon.

-Vérifiez éventuellement votre SIRET en saisissant votre SIREN (9 chiffres) sur le répertoire SIRENE de l'INSEE ou sur le site de **SOCIETE.COM**

<http://avis-situation-sirene.insee.fr/>

<http://www.societe.com/>

-Si vous avez bien saisi votre SIRET mais que l'adresse ou la raison sociale n'est pas bonne, il vous appartient faire mettre à jour ces éléments auprès de l'INSEE. Aucune modification n'est possible sur le site de FranceAgriMer. Vous pouvez néanmoins déposer une demande.

4- Je ne connais pas mon SIRET.

Il vous appartient d'être en possession de ces informations obligatoires.

Vous pouvez éventuellement consulter le site SOCIETE.COM pour chercher votre SIRET

<http://www.societe.com/>

5- Je n'ai pas reçu le courriel d'initiation de la démarche

Vérifiez dans le dossier « courriers indésirables » ou « spam » de votre boîte de réception électronique.

Sinon recommencez la démarche et vérifiez bien la saisie de votre adresse électronique. En effet, une erreur de saisie est souvent à l'origine de la non-réception du courriel

Vérifiez notamment :

- les séparateurs qui peuvent être confondus : . ou - ou _
- la présence de chiffres dans l'adresse
- l'extension .com ou .fr ou autre

Si vous recommencez la démarche, la première demande ne sera pas prise en compte. CF Q11/12

6- Je n'arrive pas à accéder au formulaire en cliquant sur le lien

Cliquez sur le lien dans le courriel. Essayez de changer de navigateur.

ven. 25/03/2022 11:37
FranceAgriMer <no-spam@franceagrimer.fr>
Demande d'aide Avance amont élevage H5N1 2022 - Initialisation Dossier 39679
À influenza

MERCI DE CONSERVER CE COURRIEL QUI COMPORTE LE LIEN D'ACCES VERS VOTRE DOSSIER QUI EST UNIQUE ET CONFIDENTIEL.

Bonjour agri France,

Vous avez initié une demande d'aide dans le cadre du dispositif Avance amont élevage H5N1 2022 pour le compte de l'entreprise « ETABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER FRANCEAGRIMER » Siret n° « 13000636400017 ».

Votre dossier porte le numéro n° 39679.

Attention, ce courriel ne constitue pas une preuve dépôt.

Pour être recevables et instruites par FranceAgriMer, les demandes doivent être validées après avoir complété tous les champs requis.

Après validation votre demande ne pourra plus être modifiée et vous recevrez un accusé de réception. Vous pourrez toujours consulter votre demande.

Avant validation, vous pouvez, à tout moment, enregistrer votre demande ou l'annuler.

Vous pouvez modifier une demande enregistrée et enregistrer ces modifications, cela autant de fois que nécessaire.

Les demandes doivent être déposées et validées au plus tard le dd/mm/2022 à 12h00m00

Veuillez noter que vous pourrez consulter votre dossier à tout moment en cliquant <http://pad-rec.franceagrimer.fr/pad-presentation/vues/publique/dossier.xhtml?codeIdentification=cd153821c76b81045926319b1babf6fb>

L'équipe gestion de crise de FranceAgriMer

Cliquez ensuite sur le bouton ACCEDER AU FORMULAIRE

7- Je n'ai pas reçu le courriel avec l'attestation de dépôt

Vérifiez dans le dossier « courriers indésirables » ou « spam » de votre boîte de réception électronique.

Vérifiez à partir du lien se trouvant dans le courriel transmis lors de l'initialisation de la démarche que votre demande est bien validée et pas seulement enregistrée.

Sinon, cf. point précédent.

8- Je ne suis pas sûr d'avoir validé ma demande

Vérifiez à partir du lien se trouvant dans le courriel transmis lors de l'initialisation de la démarche que votre demande est bien validée et pas seulement enregistrée.

9- Je n'arrive pas à enregistrer le formulaire

Sur le formulaire, vérifiez que tous les champs marqués d'une étoile rouge sont bien renseignés, que les cases à cocher sont cochées et qu'il n'y a pas de message d'alerte (rouge) vous informant de votre inéligibilité.

10- Je n'arrive pas à valider ma demande

- Vérifiez que les pièces obligatoires sont bien téléchargées (pièces téléchargées ou case cochée).

Cf détail des pièces au point 2.3 e)

D'autres pièces ne sont pas obligatoires pour l'enregistrement mais peuvent être nécessaires à l'éligibilité de votre dossier :

- ➔ Si vous n'êtes pas concerné par ces deux documents, cochez la case « déclarer sans objet » pour pouvoir valider.

- Vérifiez que vous avez bien coché la case des CGU :

Option 2 - Si vous souhaitez valider votre dossier définitivement, vous devez accepter les conditions générales d'utilisation (CGU) et cliquez sur le bouton ci-dessous. Le dossier ne sera alors plus modifiable.

J'ai bien pris connaissance des conditions générales d'utilisation (CGU) et je confirme le dépôt de ma demande. *

Valider le dépôt du dossier

Annuler mon dossier

11- Puis je déposer plusieurs demandes ?

Non, une seule demande validée est prise en compte. Si vous souhaitez corriger votre demande cf Q12.

12- Ma demande est validée mais je me suis trompé et je souhaite la corriger

Il n'est pas possible de corriger la demande validée, demandez à FranceAgriMer (influenza@franceagrimer.fr) de vous RETOURNER le dossier pour correction AVANT la date limite de dépôt.

13- Je n'ai pas validé ma demande

Votre demande ne sera pas prise en compte. Il est impératif de valider une demande au plus tard à la date indiquée dans la décision.

Cf. Q7 8, 9, 10

14- Contact support aide à la saisie.

Si vous ne trouvez pas les réponses à vos questions dans cette procédure et sur le site de FranceAgriMer vous pouvez contacter FranceAgriMer par courriel en décrivant précisément votre problème ou le blocage rencontré afin qu'une solution précise vous soit apportée.

influenza@franceagrimer.fr

15- Je souhaite vérifier que vous avez bien reçu ma demande et mes documents.

Un accusé de dépôt est envoyé sur votre adresse mail. Aucune autre confirmation ne sera faite. Si vous n'avez pas reçu cet accusé, voir Q7.

V. Contact

FranceAgriMer : influenza@franceagrimer.fr